

Brochure n° 3226

Convention collective nationale
IDCC : 1285. – ENTREPRISES ARTISTIQUES ET CULTURELLES

AVENANT DU 6 DÉCEMBRE 2017
RELATIF À LA MODIFICATION DE L'ARTICLE X.3 DE LA CONVENTION COLLECTIVE
NOR : ASET1850314M
IDCC : 1285

Entre :
Forces musicales ;
SYNDEAC ;
SNSP ;
SMA ;
SCC ;
PROFEDIM,

D'une part, et
SNAPAC CFDT ;
SFA CGT ;
SNAM CGT ;
FNSAC CGT ;
FC CFTC ;
F3C CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Cet avenant a pour objet de modifier l'article X.3 de la convention collective des entreprises artistiques et culturelles.

Article 1^{er}

*Modification de l'article X.3 de la convention collective nationale
des entreprises artistiques et culturelles*

L'article X.3 de la CCN des entreprises artistiques et culturelles est modifié comme suit :

« Article X.3

Rémunération des emplois figurant dans la filière artistique

À chaque emploi correspond un salaire brut minimum, au-dessous duquel aucun salarié ne peut être rémunéré.

La rémunération mensuelle telle que prévue dans les articles X.3.1, X.3.2, X.3.3, X.3.4 et les grilles annexées à la convention est garantie non proratisée et non lissée quel que soit le temps de travail effectif réalisé par l'artiste au cours du mois.

Si le premier et/ou le dernier mois civil est incomplet, le salaire de celui-ci est calculé en multipliant 1/21 du montant du salaire mensuel inscrit au contrat (lequel ne peut être inférieur au minimum mensuel garanti) par le nombre de jours ouvrés figurant au contrat.

À l'exception de la période de création mensualisée prévue pour le titre XIII ; voire XIV, l'engagement au cachet des artistes reste possible pour les contrats d'une durée supérieure à 1 mois.

Le montant de ces salaires minimaux figure à "l'annexe salaires" de la convention. La revalorisation de ces salaires est négociée chaque année lors de la NAO. »

Article 2

Date d'application

Les parties s'entendent pour permettre son entrée en vigueur à la date de signature, conformément à l'article L. 2261-1 du code du travail.

Article 3

Durée

Les organisations signataires conviennent que le présent avenant est à durée indéterminée. Elles conviennent de se réunir annuellement en vue d'assurer le suivi du présent accord.

Le présent avenant sera déposé par la partie la plus diligente en deux exemplaires auprès des services centraux du ministère du travail, dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail.

Il est convenu que les signataires demandent l'extension du présent accord, conformément à l'article L. 2261-24 du code du travail.

En outre, un exemplaire sera établi pour chaque partie.

Fait à Paris, le 6 décembre 2017.

(Suivent les signatures.)